



Le *Pacific Uplift* : la consolidation de la présence britannique en Océanie, une opportunité stratégique pour la France

[DOSSIER] LES CAHIERS DU COMITÉ ASIE N°19

Par Paco MILHIET

À PROPOS DE L'ARTICLE

Le Brexit a souvent été décrit et perçu comme un isolement géopolitique du Royaume-Uni¹. Pourtant depuis 2016, Londres élabore une stratégie d'influence mondiale : signature d'accords économiques bilatéraux tous azimuts (pas moins de 20 accords de libre-échange, couvrant près de cinquante pays répartis sur les 5 continents²), une nouvelle doctrine stratégique globale marquant le retour de la présence britannique à l'est du canal de Suez et un renforcement notable de sa présence militaire maritime.

L'Océanie constitue l'un des axes majeurs de cette nouvelle politique, à travers le *Pacific Uplift*. La France, dernier État de l'Union européenne (UE) encore présent dans le Pacifique, peut profiter de ce nouveau schème géostratégique pour consolider sa relation avec le partenaire britannique dans la région océanienne.

À PROPOS DE L'AUTEUR



Juriste de formation (Master II), **Paco MILHIET** a bénéficié pendant son cursus d'un échange universitaire de 2 ans à l'Institut diplomatique de Chine, 外交学院(2011-2013). Ancien Volontaire international en entreprise en poste à Pékin dans les locaux de la Chambre du Commerce et de l'Industrie Française (2015-2017), il est désormais enseignant de culture générale à l'École de l'air (Salon de Provence). Depuis 2018, il prépare une thèse sur la géopolitique de l'Indo-Pacifique dans le cadre d'une convention de cotutelle entre l'Institut Catholique et Paris et l'Université de Polynésie française.

¹ Par exemple, Gordon BROWN, *Brexiters want us to glory in isolation. Their vision is introverted and selfish*, The Guardian, [en ligne], 2019, <https://www.theguardian.com/commentisfree/2019/may/12/brexiters-britain-vision-introverted-selfish-brexit-gordon-brown>.

² Department for International Trade, *UK Trade agreements with non-EU countries that have been signed*, Government of the United Kingdom, [en ligne], 2020, <https://www.gov.uk/guidance/uk-trade-agreements-with-non-eu-countries-in-a-no-deal-brexit#trade-agreements-that-have-been-signed>.

Ce texte n'engage que la responsabilité de l'auteur. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle de l'association Les Jeunes IHEDN.

Le Brexit, tournant de la géopolitique britannique en Océanie

En 1967, dans un contexte de décolonisation, le gouvernement d'Harold WILSON décidait de retirer successivement ses troupes du Yémen, de la Malaisie, de Singapour et des États du golfe persique (Émirats arabes unis, Bahreïn, Maldives). La rétrocession de Hong-Kong en 1997 achevait ce retrait géopolitique de l'ancien empire. La puissance internationale britannique se limitait désormais au *Commonwealth*, organisation internationale de 54 États, regroupant les anciens territoires de l'empire, et à des forces militaires présentes au Kenya, dans l'archipel des Chagos et à Brunei.

Le retour britannique à l'est de Suez

C'est paradoxalement au moment où le Royaume-Uni s'est fracturé sur la question du Brexit que les partisans de ce dernier ont entretenu l'idée que le Royaume pouvait, en toute indépendance, maintenir des liens forts avec le reste du monde. L'ambition du *Global Britain*³ et d'un retour *East of Suez*⁴ sont énoncés par Boris JOHNSON en décembre 2016. Ces annonces sont rapidement suivies en 2018 par l'ouverture d'une base militaire à Bahreïn⁵ et par d'autres projets similaires en Asie, à Singapour ou à Brunei⁶.

Au niveau économique, le Royaume-Uni a formalisé en janvier 2021 son intention de rejoindre le *Comprehensive and Progressive Agreement for trans-Pacific*

³ Boris JOHNSON, *Beyond Brexit: a Global Britain*, Government of the United Kingdom [en ligne], 2016, <https://www.gov.uk/government/speeches/beyond-brexit-a-global-britain>.

⁴ Boris JOHNSON, *Foreign Secretary speech: " Britain is back East of Suez*, Government of the United Kingdom [en ligne], 2016, <https://www.gov.Grande-Bretagne/government/speeches/foreign-secretary-speech-britain-is-back-east-of-suez>.

⁵ Peter STUBLEY, *UK opens permanent military base in Bahrain to strengthen Middle East presence*, Independent, [en ligne], 2018, <https://www.Independent.co.Grande-Bretagne/news/Grande-Bretagne/home-news/Grande-Bretagne-bahrain-military-base-juffair-royal-navy-mina-salman-middle-east-hms-queen-elizabeth-a8291486.html>.

⁶ Lin Min ZHANG, *Britain considering a new military base in S-Asia, with Singapore or Brunei as possible sites*, The Straits time, [en ligne], 2018, <https://www.straitstimes.com/singapore/britain-considering-a-new-military-base-in-s-e-asia>.

Partnership (CPTPP)⁷, un accord de libre-échange regroupant onze pays asiatiques et américains, porté par le Japon.

Parallèlement, le ministère de la Défense britannique annonçait en 2020 un investissement supplémentaire de 24 milliards de livres sterling (soit vingt-sept milliards d'euros), dont le principal bénéficiaire est la *Royal Navy*. Outre le renouvellement de quatre sous-marins nucléaires lanceur d'engins (SNLE) et de deux porte-avions, le ministère a annoncé la commande de 8 frégates de type 26 et cinq de type 31⁸.

Surfant sur la vague de la nouvelle nomenclature régionale « Indo-Pacifique », la diplomatie britannique n'a, à ce jour, pas encore élaboré de doctrine officielle, mais cela ne saurait tarder. En témoigne la création d'un nouveau département « Indo-Pacifique » au ministère des Affaires étrangères⁹, tandis que le très influent *think tank Policy Exchange* publiait un plaidoyer explicitant le « penchant » britannique pour la région Indo-Pacifique¹⁰. Ce document co-signé par d'éminentes personnalités politiques comme l'ancien Premier Ministre japonais Shinzo ABE, l'ancien Premier Ministre canadien Stephen HARPER, et salué par l'actuel Premier Ministre australien Scott MORRISON, fait la promotion d'une communauté de nations libres et indépendantes en Indo-Pacifique respectant un ordre international fondé sur des règles durables et résilientes. Dans ce nouveau cadre macro-régional, implicitement concurrent au modèle autoritariste chinois, le Royaume-Uni, par ses relations économiques, culturelles, stratégiques et politiques, a l'ambition d'occuper une place importante.

L'Océanie, région maritime unissant l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les myriades d'îles entre l'Asie et l'Amérique, constitue un axe important de cette nouvelle ambition Indo-Pacifique britannique.

⁷ Toby CHOPRA, *UK set to formally apply for trans-Pacific trade bloc membership*, Reuters, [en ligne], 2021, <https://www.reuters.com/article/us-britain-trade-cptpp/uk-set-to-formally-apply-for-trans-pacific-trade-bloc-membership-idUSKBN29Z0W1>.

⁸ Laurent LAGNEAU, *Le Royaume-Uni va massivement augmenter ses dépenses militaires et donner la priorité à la Royal Navy*, Zone Militaire Opex 360, [en ligne], 2020, <http://www.opex360.com/2020/11/19/le-royaume-uni-va-massivement-augmenter-ses-depenses-militaires-et-donner-la-priorite-a-la-royal-navy/>.

⁹ Government of the United Kingdom, *Director General, Indo-Pacific*, Foreign, Commonwealth and development office, [en ligne], 2020, <https://www.gov.uk/government/organisations/foreign-commonwealth-development-office>.

¹⁰ Stephen J. HARPER, Shinzo ABE, *A Very British Tilt, Towards a new UK strategy in the Indo-Pacific Region*, Policy Exchange, [en ligne], 2020, <https://policyexchange.org.uk/publication/a-very-british-tilt/>.

Le *Pacific Uplift*

Le Royaume-Uni entretient une relation historique avec l'Océanie. Les trois voyages du capitaine James COOK (entre 1768 et 1779) ont considérablement contribué à la connaissance du « continent invisible »¹¹ par les Européens. L'influence coloniale et religieuse britannique, qui s'est opérée à partir du XIX^{ème} siècle, marque encore à ce jour la région océanienne de son empreinte : la pratique de la langue anglaise comme *lingua franca*, la multiplication d'églises protestantes héritières des missions évangéliques de l'Église anglicane ou le système judiciaire de la *Common Law* en sont des exemples. Au XX^{ème} siècle, de nombreux Océaniens ont participé aux combats en Europe pendant les deux guerres mondiales. Aujourd'hui, Élisabeth II est officiellement la reine de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Salomon et de Tuvalu. Le duc d'Édimbourg est quant à lui perçu comme une divinité vivante sur l'île de Tanna au Vanuatu.

Onze des cinquante-quatre États du Commonwealth se trouvent dans le Pacifique¹², soit près de 80% des États indépendants en Océanie. Le Royaume-Uni est même souverain dans le Pacifique Sud grâce aux îles Pitcairn et à ses cinquante habitants, descendants de Fletcher CHRISTIAN et de ses huit compagnons d'infortune, mutins du navire *HMS Bounty*, qui s'y installèrent en 1790 avec leurs compagnes tahitiennes.

Dans les années 2000, conformément au désengagement *East of Suez*, le Royaume-Uni avait diminué sa présence régionale, notamment en fermant ses représentations aux Tonga et au Vanuatu. La diplomatie britannique ne restait donc présente qu'aux Fidji et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, tout en couvrant d'autres pays à travers des accréditations de non-résidents pour l'ambassadeur en poste à Canberra. En 2019, Laura CLARK, *British High Commissioner* en Nouvelle-Zélande, a annoncé une nouvelle politique de *Pacific Uplift*¹³ en inaugurant la réouverture de trois nouveaux postes diplomatiques aux Samoa, au Vanuatu et aux Tonga, portant à six les représentations diplomatiques britanniques dans le

¹¹ Jean-Marie Gustave LE CLEZIO, *Raga : approche du continent invisible*, Édition du Seuil, 2006, 135 p.

¹² L'Australie, les îles Fidji, les Kiribati, Nauru, la Nouvelle-Zélande, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Salomon, les îles Samoa, les Tonga, les Tuvalu, et le Vanuatu.

¹³ Laura CLARKE, *UK-Pacific partnerships and shared values*, Foreign and Commonwealth office, [en ligne], 2019, <https://www.gov.uk/government/speeches/oceans-apart-the-uk-the-pacific-partnerships-shared-values>.

Pacifique Sud, un record européen. Le Royaume-Uni entretient encore des relations économiques importantes avec certains États du Pacifique insulaire en tant que bailleur de fonds. Selon le groupe de réflexion *Lowy Institute*, Londres aurait dépensé trente-neuf millions de dollars américains (soit plus de trente-deux millions d'euros) dans la région sur la période 2010-2018¹⁴.

Ce retour en grâce régional sera évidemment apprécié par les anciens dominions que sont la Nouvelle-Zélande et l'Australie, mais également par la France, dernier État de l'UE encore présent dans la zone.

France – Royaume-Uni, un partenariat bilatéral « européen » en Océanie ?

Dire que la France et le Royaume-Uni entretiennent des relations historiques tumultueuses est un euphémisme. Récemment encore, lorsque Bruxelles eut à négocier avec Londres la difficile sortie de l'Union, elle y envoya un Français défendre ses intérêts.

Pourtant, les deux pays partagent des intérêts et des positions communes dans ce nouveau schème géostratégique que constitue l'Indo-Pacifique et plus particulièrement dans l'ensemble régional océanien.

Présence et carence européennes en Océanie

Les lignes bougent à Bruxelles ! Dans la continuité de la création d'une nouvelle commission à vocation géopolitique en septembre 2019¹⁵, la nomenclature Indo-Pacifique, concept éminemment géostratégique en réaction au développement de l'influence chinoise, est désormais ouvertement discutée dans les instances européennes. Alors qu'elle n'était depuis 2018 portée que par la France, l'Allemagne¹⁶ et les Pays-Bas¹⁷ ont eux aussi récemment élaboré une stratégie

¹⁴ Lowy Institute, *United Kingdom total aid spent*, Lowy institute Pacific aid map, [en ligne], 2020, <https://pacificaidmap.lowyinstitute.org/>.

¹⁵ Florian LOUIS, *Quatre problèmes géopolitique de la Commission géopolitique*, Le Grand continent, [en ligne], 2020, <https://legrandcontinent.eu/fr/2020/09/08/commission-geopolitique>.

¹⁶ The Federal Government, *Policy guidelines for the Indo-Pacific region*, Preliminary translation of the executive summary, [en ligne], 2020, <https://rangun.diplo.de/blob/2380824/a27b62057f2d2675ce2bbfc5be01099a/policy-guidelines-summary-data.pdf>.

¹⁷ Sebastian STRANGIO, *Following France and Germany, the Netherlands pivots to the Indo-Pacific*, The Diplomat, [en ligne], 2020, <https://thediplomat.com/2020/11/following-france-and-germany-the-netherlands-pivots-to-the-indo-pacific/>.

Indo-Pacifique nationale. Une position officielle commune européenne serait en préparation¹⁸.

Les discussions autour du nouveau concept « macro-régional » ne masquent cependant pas le manque d'influence, de cohérence et d'ambition de l'UE dans l'ensemble régional océanien. Certains pays et territoires d'outre-mer (PTOM) sont membres de l'UE sans toutefois en faire partie intégrante¹⁹. Initialement au nombre total de vingt-cinq, il n'en reste plus que treize après le Brexit. En Océanie, la présence de l'UE se limite désormais à une présence française (Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Nouvelle-Calédonie). Les dépenses de l'UE dans la région sont marginales par rapport à celles engagées par l'État français²⁰ ; toutefois, en décembre 2020, un fond européen spécifique est créé pour ces territoires²¹. Il remplace le Fonds européen de développement qui incluait les PTOM ainsi que soixante-dix-neuf pays ACP (Afrique, Caraïbe, Pacifique), outil vieillissant, administrativement complexe à mettre en œuvre et non-adapté aux spécificités des PTOM²². Le nouveau format ne s'annonce cependant toujours pas à la hauteur des collectivités concernées. En 2018, dans un courrier commun, la Nouvelle-Calédonie, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna et la Polynésie française demandaient une augmentation des fonds à hauteur de 669 millions d'euros pour la période 2021-2027²³, alors que l'État souhaitait sécuriser une enveloppe de 500 millions, et que le Parlement européen n'en accorda finalement que 444 millions²⁴.

¹⁸ Giulia IUPPA, *An "Indo-Pacific" outlook for the European union*, European Institute for Asian Studies, [en ligne], 2020, <https://www.eias.org/briefing-papers/an-indo-pacific-outlook-for-the-european-union/#:~:text=Given%20European%20countries'%20economic%20reliance,precipitate%20a%20global%20economic%20crisis>.

¹⁹ Leurs statuts et les relations avec l'UE sont régis au cas par cas par l'article 198 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

²⁰ Par exemple, pour la période 2014-2020, les dotations européennes pour la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie correspondaient à 30 millions euros, soit cinq millions par an. En comparaison, l'État français dépense en moyenne chaque année plus d'un milliard d'euros dans ces collectivités.

²¹ MC DAPAEPE, *Le FED laisse la place à un nouveau fond dédié aux PTOM*, Polynésie 1ere, [en ligne], 2020, <https://la1ere.francetvinfo.fr/polynesie/le-fed-laisse-la-place-a-un-nouveau-fonds-dedie-aux-ptom-906848.html>.

²² Cour des Comptes, *La contribution de la France au Fonds européen de développement (FED) - exercices 2008-2016*, www.ccomptes.fr, [en ligne], 2018, <https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2018-04/20180403-refere-S2018-0016-contribution-France-au-FED.pdf>.

²³ Sébastien PETIT, *La Polynésie peine à se faire entendre à Bruxelles*, Tahiti-info, [en ligne], 2020, https://www.tahiti-infos.com/%E2%80%8BLa-Polynesie-peine-a-se-faire-entendre-a-Bruelles_a193080.html.

²⁴ Jean-Tenahe FAATAU, *UE-PTOM : L'impact du Brexit sur l'enveloppe européenne dédiée aux Pays et territoires d'Outre-mer*, Outre-mer 360°, [en ligne], 2019, <http://outremers360.com/politique/ue-ptom-limpact-du-brexit-sur-lenveloppe-europeenne-dediee-aux-pays-et-territoires-doutre-mer/>.

Les rapports Océanie-UE se fondent encore sur le vieux modèle « Nord-Sud ». La Chine propose un modèle « gagnant-gagnant », des subventions rapides et efficaces, bien loin de la lenteur bureaucratique européenne. L'Union européenne deviendra-t-elle une puissance océanienne ? Rien n'est moins sûr tant le cadre bilatéral entre deux nations reste la norme de coopération de prédilection en Océanie. Ainsi, au-delà des effets d'annonce, la France et le Royaume-Uni restent les seuls acteurs européens dans la région.

France - Royaume-Uni, une nouvelle entente cordiale en Océanie ?

Le 4 juin 2018, la ministre des Armées Florence PARLY, en déplacement à Singapour à l'occasion du Shangri-La Dialogue, déclarait : « Je ne saurais trop répéter que la Grande-Bretagne est notre ami, notre voisin, notre partenaire, notre allié. Et que lorsque nous nous rencontrons ici en Asie, nous ne faisons peut-être plus partie du même club européen, mais nous partageons toujours quelque chose de très profond : vision, force, valeurs et volonté de les projeter »²⁵.

Peu importe les soubresauts et conséquences du Brexit sur le « vieux continent », la France et le Royaume-Uni partagent des intérêts communs en Océanie.

En premier lieu, les deux pays sont voisins. La dernière possession britannique en Océanie, Pitcairn, se trouve en effet à 500 km de Mangareva. La Polynésie française représente le seul débouché économique pour les cinquante habitants de Pitcairn (donnée de 2020), les seuls bateaux desservant régulièrement l'île sont en provenance de l'archipel des Gambier. À ce titre, les nouvelles croisières opérées par l'armateur polynésien *Aranui* constituent une manne financière inespérée pour ces habitants « du bout du monde ». Parallèlement, des bateaux de la Marine nationale se rendent régulièrement à Pitcairn pour ravitailler la population²⁶. Par ailleurs, le gouvernant local de Pitcairn se déplace souvent en Polynésie française²⁷. La France partage également une frontière maritime avec 9 des 14 pays indépendants en Océanie, tous membres du *Commonwealth*.

²⁵ Florence PARLY, *Shangri-La Dialogue 2018*, Ministère des Armées, [en ligne], 2018, <https://www.defense.gouv.fr/english/actualites/communaute-defense/florence-parly-shangri-la-dialogue>. Le texte original en anglais a été traduit par l'auteur : « *I cannot restate enough that Britain is our friend, our neighbor, our partner, our ally. And that when we meet here in Asia, we may no longer be part of the same European club, but we still share something of very deep significance: vision, strength, values, and a willingness to project them* ».

²⁶ Net-Marine, *Histoire du remorqueur ravitailleur Revi*, remorqueur Revi, [en ligne], 2009, <http://www.netmarine.net/bat/remorqueur/revi/histoire02.htm>.

²⁷ Elodie LARGENTON, *L'OCTA, quid du Brexit*, Polynésie 1ere, [en ligne], 2019, <https://la1ere.francetvinfo.fr/polynesie/tahiti/octa-quoi-du-brexit-684816.html>.

Ensuite, la France et le Royaume-Uni entretiennent depuis le début du XX^{ème} siècle une longue tradition de collaboration en matière militaire, initiée en 1904 pour résoudre des litiges coloniaux, puis confirmée en 1947 avec le traité de Dunkerque et en 2010 avec les accords de *Lancaster House*. Force est de constater, rugby mis à part, que la France et le Royaume-Uni ne sont plus « les meilleurs ennemis » d'autrefois. Cette collaboration militaire s'est concrétisée en succès opérationnel en 2011 lorsque 80% des opérations aériennes contre la Libye de Mouammar Kadhafi ont été menées conjointement par les deux pays²⁸. Cette collaboration se matérialise actuellement de nombreuses façons : appui opérationnel britannique de trois hélicoptères de transport lourd Chinook au Sahel²⁹, détachement britannique sur les bâtiments de la Marine nationale³⁰, constitution d'un état-major franco-britannique pour la Force opérationnelle combinée 150 (*Task Force 150*)³¹. Certains ont même préconisé l'implantation d'une base commune franco-britannique à Brunei³² pour que la France dispose d'un nouveau point d'appui pour ses forces prépositionnées au cœur de l'Indo-Pacifique. À l'heure où le Royaume-Uni a annoncé un investissement supplémentaire de vingt-quatre milliards de livres sterling dans son système de défense, nul doute que les opérations entre les deux armées se développeront. Pourquoi pas en Océanie, dans un contexte d'influence grandissante de la Chine dans la région³³ ?

Au niveau politique, les deux démocraties sont membres du Conseil de sécurité des Nations Unies, du G7 et du club fermé des puissances nucléaires. Évidemment, leurs positionnements géopolitiques ne sont pas toujours alignés, les Britanniques étant traditionnellement plus proches des Américains. Cependant, la France et le Royaume-Uni partagent un certain nombre de valeurs communes, comme le

²⁸ Ministère des Armées, *Entente au sommet, coopération franco-britannique*, Cols Bleus Marine nationale, [en ligne], 2014, <https://www.colsbleus.fr/articles/2466>.

²⁹ Alain BARLUET, *Sahel : des hélicoptères anglais en soutien pour appuyer l'opération « Barkhane »*, Le Figaro, [en ligne], 2018, <https://www.lefigaro.fr/international/2018/01/17/01003-20180117ARTFIG00367-des-helicopteres-anglais-en-soutien-pour-barkhane.php>.

³⁰ Ministère des Armées, *un détachement aéronautique britannique à bord de la frégate Surcouf*, Sirpa Marine, [en ligne], 2012, <https://www.defense.gouv.fr/espanol/marine/a-la-une/un-detachement-aeronautique-britannique-a-bord-de-la-fregate-surcouf>.

³¹ Ministère des Armées, *CTF 150 : Rôle, moyens et missions*, Sirpa Marine, [en ligne], 2017, <https://www.defense.gouv.fr/marine/actu-marine/ctf-150-role-moyens-et-missions>.

³² Élie TENENBAUM, Morgan PAGLIA, Nathalie RUFFIÉ, *Confettis d'empire ou points d'appui ? L'avenir de la stratégie française de présence et de souveraineté*, Institut Français des Relations Internationales, étude stratégique de l'IFRI n°94, [en ligne], 2020, https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/tenenbaum_avenir_strategie_2020.pdf.

³³ Bastien VANDENDYCK, *Le développement de l'influence chinoise dans le Pacifique Océanien*, Institut des Relations Internationales et Stratégiques, Asia Focus n°61, [en ligne], 2018, <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2018/02/Asia-focus-61.pdf>.

respect des droits de l'homme, de la démocratie et du droit international. Ainsi, le 16 septembre 2020, les deux diplomaties, de concert avec l'Allemagne, ont envoyé en simultané à la Commission des Nations Unies leurs notes diplomatiques détaillant leurs vues communes sur les limites du plateau continental au nord de la mer de Chine méridionale³⁴, remettant officiellement en cause la ligne des neuf traits³⁵ revendiquée par la Chine, tout en réaffirmant la portée « universelle » de la décision du 12 juillet 2016 par la Cour Permanente d'Arbitrage (CPA) du tribunal de La Haye, en défaveur de Pékin.

Ainsi, à travers de nombreuses collaborations et intérêts communs, la France et le Royaume-Uni sont amenés à devenir des partenaires importants dans l'Océanie du XXI^{ème} siècle.

Dans un contexte de résurgence du discours indépendantiste en Nouvelle-Calédonie, d'intensification de la présence chinoise dans le Pacifique sud et de mise en avant de l'importance stratégique des territoires français en Indo-Pacifique, la France, « grande puissance moyenne », se doit de multiplier ses partenariats en Océanie pour y apparaître comme un acteur crédible. Plutôt que d'attendre une hypothétique coordination de l'Union européenne, le Royaume-Uni apparaît comme son partenaire européen majeur en Océanie.

³⁴ Vo Trung DUNG, *Mer de Chine : la France, l'Allemagne, et le Royaume-Uni dans la bataille diplomatique*, *Asie-Pacifique News*, [en ligne], 2020, <https://asiepacifique.fr/mer-de-chine-france-allemande-royaumeuni-bataille-diplomatique/>.

³⁵ La ligne des neuf traits, également appelée « langue de bœuf », est une délimitation cartographique d'une zone maritime en mer de Chine méridionale, sur laquelle la République Populaire de Chine affirme détenir une souveraineté territoriale. Les territoires contestés des îles Paracels, des îles Spratleys, du banc de Macclesfield et du récif Scarborough sont inclus à l'intérieur de cette zone.



publication@jeunes-ihedn.org